



L'Assemblée générale du Comité National de Géographie est déclarée ouverte par le Président Alain Miossec qui remercie vivement les collègues de Poitiers et de La Rochelle pour l'organisation des Journées Géographiques. Avant de donner la parole à Paul Arnould, Secrétaire Général du CNG pour son rapport moral, il demande à l'assistance d'observer une minute de silence à la mémoire de nos collègues disparus au cours de l'année écoulée (François Guichard, Michel Léger, Jean Miège et René Raynal).

Paul Arnould aborde successivement plusieurs points, relatifs aux activités du bureau et du conseil du Comité National depuis les Journées de Saint-Dié.

Il rappelle la présence du CNG au sein du COFUSI (Comité Français des Unions Scientifiques Internationales). Lui-même, Alain Miossec et Alain Metton ont participé à l'Assemblée Générale du 19 mars quai Conti à Paris : cette assemblée a fait le bilan des audits entrepris depuis plus d'un an par le secrétariat et décidé de la répartition des aides à l'occasion des Congrès internationaux statutaires. A ce titre, le congrès régional de Durban ne fait l'objet d'aucune dotation. Le COFUSI verse cependant la cotisation du CNG à l'UGI (7500 dollars).. Le secrétaire du COFUSI a vivement encouragé les actions transversales et les rapprochements entre les Unions (nous avons coopté Jean Dercourt, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, dans le Conseil du CNG, ce qui a été vivement apprécié comme signe d'ouverture de notre discipline). Il a suggéré également qu'un spécialiste reconnu d'écologie des paysages naturels et anthropisés soit intégré dans notre structure. La prochaine assemblée générale du COFUSI est fixée au mardi 2 juillet.

La préparation du Congrès de Durban a fait l'objet d'un compte-rendu. La délégation française comprendra une trentaine de personnes et un stand permettra d'exposer quelques nouveautés de la production géographique française. A l'occasion du Congrès et de façon désormais traditionnelle, le CNG édite un volume qui sera publié par la revue " *Historiens et Géographes* ". Nos collègues François Bart et Jacques Bonvallot ont fait le point sur la réalisation de l'ouvrage, qu'ils coordonnent avec Roland Pourtier, intitulé " *Regards sur l'Afrique* " qui regroupe une trentaine de contributions. Les auteurs sont des universitaires et des chercheurs aussi bien français qu'africains. Le thème du congrès de Durban est " *La renaissance de la géographie à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire* " : ce thème, pour classique qu'il soit, entend manifester l'importance de l'apport des géographes dans le cadre des préoccupations contemporaines, liées à la mondialisation d'une part et aux perspectives offertes par le

développement durable d'autre part. Le Comité National de Géographie entend refléter à l'échelon international dont il est la représentation française, l'apport de la communauté des géographes français aux travaux des commissions de l'UGI et, souvent aussi en le faisant mieux savoir, aux travaux des grandes institutions internationales (UNESCO...).

Paul Arnould aborde ensuite la question des relations avec l'enseignement secondaire. Les concours du CAPES et de l'Agrégation restent des enjeux forts, qui exigent une grande vigilance de notre part. Les incidents répétés autour du CAPES sont préoccupants, à la fois par ce qu'ils révèlent des difficultés de la gestion centralisée et sans doute aussi par ce qui pourrait être en quelques lieux proposé pour résoudre ces difficultés techniques. Toujours à propos du CAPES, il est rappelé que le Ministre Jack Lang n'avait pas, finalement, signé le décret introduisant une parité parfaite entre l'Histoire et la Géographie. Ce refus est d'autant plus surprenant que le décret allait dans le sens d'une meilleure formation à l'histoire comme à la géographie, sans discriminer des " historiens " et des " géographes ". Alain Miossec avait envoyé un courrier dans ce sens au cabinet du Ministre, rappelant le souci du Comité National que soit assuré de façon harmonieuse la formation des futurs professeurs en histoire comme en géographie. Il y a sûrement des réticences quelque part, sans doute au sein du courant " Histoire du Temps présent " de l'Inspection Générale qui assimile sans doute un peu rapidement géographie et histoire du temps présent. Ceci dit, l'Inspection a peut être aussi quelques griefs à l'égard de certains courants de la géographie qui ont rendu cette discipline théorisante et obscure aux yeux de beaucoup. Discuter des positions supposées ou exposées de l'Inspection Générale ne signifie pas que nous n'avons aucune responsabilité dans une évolution qui fait de 88% des nouveaux professeurs certifiés des historiens de formation. C'est dans un esprit positif que des membres du CNG ont participé à la discussion sur les programmes de la classe de Première à l'automne : le CNG entend défendre les intérêts de la géographie puisque c'est aussi son rôle mais d'une géographie ouverte, tolérante à tous les courants (et non pas sectaire avec les conséquences que l'on connaît trop) et vivante. C'est dans cet état d'esprit que Paul Arnould participe aux réunions de préparation d'un colloque organisé à l'initiative de l'Inspection générale en décembre à Paris et qui sera consacré à l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie à l'école, au collège et au lycée.

A propos de l'Agrégation de Géographie, Paul Arnould, membre du jury, rappelle l'ambition du concours toiletté : évolution dans la continuité, souci de former de bons enseignants du second degré et éventuellement des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur. Les sujets proposés cette année ne constituent en rien une rupture avec l'esprit des concours des années précédentes mais amener de jeunes étudiants à mieux connaître l'histoire de leur discipline et à réfléchir sur les fondements théoriques de certaines pratiques est une nécessité impérieuse pour garder vie à un concours toujours aussi exigeant et sélectif.

Revenant sur les Journées Géographiques et remerciant nos collègues de Poitiers et de La Rochelle, le secrétaire général évoque la difficulté majeure qui est de rassembler de nombreux collègues à l'occasion d'une réunion qui peut encore apparaître " statutaire " à quelques-uns. On doit se féliciter de l'initiative des poitevins d'avoir organisé un colloque intitulé le " printemps " de la géographie, sur le thème des mobilités géographiques et en faisant participer aux tables-rondes de nombreux jeunes collègues et des doctorants. C'est effectivement illustrer à la fois le rajeunissement du corps, le dynamisme des UFR et l'émergence de thématiques nouvelles (par exemple, la géographie des genres et la mobilité). C'est dans cette voie que le Conseil du CNG entend progresser. Faut-il changer l'intitulé " Journées Géographiques " trop connoté pour certains mais héritage à assumer pour beaucoup ? Faut-il chercher un titre nouveau ? Le " Printemps de la Géographie " est séduisant mais nos amis de La Rochelle et de Poitiers entendent logiquement l'exploiter autour de réunions scientifiques ouvertes aux plus jeunes. Paul Arnould rappelle justement que la Géographie s'identifie parfois avec un lieu (Festival de Saint-Dié) ou de manière plus neutre mais reconnaissable à des débats de qualité (Géoforum, Géopoint...). La discussion ne permet pas de trancher mais le Conseil, dans sa réunion de janvier, a demandé que désormais les Journées soient organisées autour d'un thème et à l'initiative conjointe de plusieurs commissions. Pour l'an prochain, il a paru possible de proposer Lyon, riche de deux Universités et désormais de l'ENS, ville-phare que Jean Labasse avait placé au cœur de sa thèse pionnière sur les capitaux et la région. N'est-ce pas l'occasion de revisiter cette thématique ? En particulier à la lumière des préoccupations contemporaines qui font de l'entreprise, publique ou privée, le moteur du développement, local d'abord et à toutes échelles à l'évidence. La porte est ouverte à toutes les propositions, plus précises et plus structurées...Jean Varlet est mandaté pour jouer le rôle de catalyseur entre les sites lyonnais.

A propos des commissions, Paul Arnould évoque le grand succès de la réunion des présidents de commission en janvier à Paris. Ce sont elles qui ont vocation à réunir les géographes de tous âges et de toutes origines géographiques, à développer des thèmes de recherches classiques comme innovants, le Conseil pouvant aider les initiatives nouvelles dans la mesure où elles s'inscrivent dans le cadre défini par le CNG et dans celui que fournit l'Union Géographique Internationale. C'est même dans ce rapprochement nécessaire que se situe l'innovation : l'engagement auprès d'autres institutions marquant l'engagement des géographes dans la cité et

dans le monde. Certaines commissions fonctionnent de manière remarquable, construisant leur site lié à celui du CNG (la biogéographie) ou éditant une plaquette d'une grande richesse (la géographie rurale). A toutes de s'engager dans cette voie, le Conseil est là pour les aider et Gérard Joly, qui n'en sera jamais assez remercié, pour encadrer ce vaste mouvement qui fait mieux connaître une géographie épousant son temps. C'est de manière qui n'est qu'apparemment paradoxale que Gérard Joly a initié une commission, encore informelle dans son statut, consacrée à la mémoire des géographes. Il en expose le contenu, fiches biographiques, photographies de géographes travaillant sur le terrain, à l'occasion de congrès, géographes à leur table de travail, géographes en cours... Cette initiative intègre le passé et permet à tous de mieux comprendre que faire de la géographie aujourd'hui n'est jamais une pratique totalement " nouvelle " en dépit des affirmations et qu'elle s'inscrit dans le temps long de la recherche, de la réflexion et de l'écriture avec les modifications sémantiques qui font souvent apparaître " neuf " des concepts qui cristallisaient autrement il y a quelques décennies : de ce point de vue et témoignant de la continuité, on ne peut reprocher à la question mise à l'agrégation d'introduire une rupture tant elle fait redécouvrir que, bien des concepts actuels ont leurs racines dans un passé parfois lointain. A l'heure où les plus " innovants " des géographes découvrent les vertus du patrimoine et des politiques patrimoniales, il n'est pas inutile de prendre conscience que leur propre discipline n'est pas sans passé et que la prétendue table rase n'est, de ce point de vue, qu'une vaste escroquerie (A. Miossec).

D'un vaste échange de vue avec l'Assemblée, il ressort que le thème de l'entreprise et du développement pourrait faire l'objet des prochaines journées organisées à Lyon. Céline Broggio qui vient de co-organiser un colloque avec l'AFDG présente le projet bien avancé de tenir un colloque au Sénat, dans le cadre de la commission de géographie politique que préside Béatrice Giblin sur le thème " *Elus, entreprises et territoires* ". Ce colloque reçoit l'appui chaleureux de l'Assemblée.

Le trésorier du CNFG, Jean Soumagne, présente le bilan financier à mi-année. Globalement les finances sont saines. L'exercice de l'année 2001 montre, à la suite d'une campagne efficace d'adhésions, un excédent des recettes sur les dépenses. Mais, en 2002, des dépenses supplémentaires sont à prévoir, liées en particulier, à la publication du volume sur l'Afrique à l'occasion du symposium UGI de Durban et à la diffusion de celui-ci à tous les adhérents du Comité National de Géographie.

Après avoir entendu le rapport du trésorier, chacun s'accordant à le féliciter pour la clarté de son exposé et la pertinence de sa gestion, l'Assemblée unanime vote le rapport moral et le rapport financier.

Le Président : Alain Miossec

Le Secrétaire Général : Paul Arnould